

Gà Gauche Autrement *au Pré*

Les loyers, un renoncement de plus ?

Voici en gros ce qui s'est passé.

En février, la loi « ALUR » (Accès au Logement et Urbanisme Rénové), dite aussi loi Duflot, du nom de la ministre écolo du logement en 2012-2013, a été adoptée, par toute la gauche : socialiste, écologiste, radicale et communiste. Entre autres, cette loi prévoyait un encadrement des loyers, mis en place progressivement dans les « zones tendues », celles où les loyers avaient grimpé énormément ces dernières années. Paris et sa proche banlieue (dont le Pré Saint-Gervais) en font partie, comme de nombreuses agglomérations en France.

Au printemps, grosse offensive de la droite, des promoteurs, et des agences immobilières, sur le thème : limiter les hausses de loyer, ça va freiner les constructions de logements, dissuader les propriétaires, etc. Et de s'appuyer pour cela sur de « mauvais » chiffres de la construction en 2013. Lesquels chiffres n'étaient en fait pas si mauvais que ça (proches de la moyenne des vingt dernières années), et n'avaient de toute façon rien à voir avec la loi Alur... qui n'était pas promulguée.

Offensive payante : en août, Manuel Valls annonce qu'on mènera « l'expérience » des loyers encadrés à Paris, et pour le reste on verra plus tard. Les mal-logés, les familles qui se serrent au maximum, les budgets plombés par les frais de logement, tout ça peut attendre.

Que retirer de cette triste histoire ? Une volonté et un constat.

La volonté, c'est d'obtenir que de nombreuses villes réclament (comme l'ont fait aussitôt Saint-Denis, Lille, Grenoble...) de rejoindre Paris dans « l'expérience » de l'encadrement. C'est le choix qu'a fait aussi notre communauté d'agglomération Est- Ensemble, dont acte.

Le constat, c'est qu'un gouvernement qui a ratifié un traité européen dicté par les groupes financiers, qui a renoncé à une vraie loi bancaire, qui met le soupçon sur les chômeurs, et qui maintenant recule devant une maîtrise des loyers... qu'il a lui-même décidée il y a quelques mois, ce gouvernement-là ressemble beaucoup à un gouvernement de droite.

A vrai dire, il l'est peut-être.